



Russie, Chine, Iran... et la victoire de Vienne

Par [Nasser Kandil](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2019

al-binaa.com

Région : [Asie](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

La rencontre des États signataires restés dans l'« Accord sur le nucléaire iranien » [France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie, Chine et l'Iran], attendue depuis le retrait des États-Unis le 8 mai 2018, a finalement eu lieu à Vienne hier, 28 juin, sur fond d'une double menace :

- La menace américaine dirigée contre quiconque commercerait avec l'Iran, résumée par la déclaration de Brian Hook, l'envoyé spécial des États-Unis pour l'Iran, signifiant aux Européens : « Vous devez choisir entre Washington et Téhéran ».
- La menace iranienne d'une sortie imminente de l'accord, exprimée par les déclarations sur la patience épuisée des Iraniens et leur refus de continuer à respecter unilatéralement ses clauses depuis plus d'une année; période jugée largement suffisante pour que les signataires restés dans l'accord prouvent le sérieux de leur partenariat.

Le résultat de la rencontre de Vienne a été l'annonce de l'activation immédiate du mécanisme européen INSTEX [1], lequel vise à contourner les sanctions des États-Unis et constitue une alternative au SWIFT, mécanisme grâce auquel l'Iran avait pu éviter les sanctions américaines, avant qu'il ne passe sous le contrôle des États-Unis après leur retrait de l'accord.

Brièvement, INSTEX [Instrument in Support of Trade Exchanges] est un outil basé sur l'Euro qui permet à l'Iran de vendre son pétrole à l'Europe, laquelle rembourse au marché européen le prix des marchandises que l'Iran -en tant que gouvernement et entreprises- lui aura acheté ; le solde de ces transactions, évalué tous les trois à six mois, pouvant faire l'objet d'un crédit bancaire [2].

Bien qu'au départ, ce mécanisme concernait uniquement les produits alimentaires et médicaux vendus par des entreprises européennes, l'Iran l'a accepté à condition que le mécanisme soit effectivement activé, vu qu'il pourra bénéficier d'une trésorerie en Euros au cas où le total de ses exportations en pétrole ne couvrirait pas les sommes dues pour ses importations en marchandises européennes ; ce dernier point étant finalement le plus important.

Les négociations entre l'Iran et l'Europe ne portaient pas sur le mécanisme de l'INSTEX, mais sur la quantité de pétrole que les Européens achèteraient. En effet, alors que l'Iran insistait sur une quantité égale à celle précédant les sanctions et le retrait des États-Unis de l'accord, les Européens proposaient presque la moitié de cette quantité en affirmant que ce

n'était qu'un début susceptible d'évolution. Les négociations se sont arrêtées à ce stade : l'Iran demandant à l'Europe de lui garantir l'achat d'environ 500 000 barils par jour, l'Europe lui proposant environ 250 000 barils par jour. Et l'entretien téléphonique entre le président français et le président iranien avant cette rencontre à Vienne [le 25 juin 2019] a réaffirmé ce différend sur la quantité, sans remettre en cause l'accord sur le principe du mécanisme de compensation proposé.

Mais la surprise des Européens, réunis à Vienne, est venue de la Chine qui a annoncé son intention de rejoindre l'INSTEX, pour couvrir le paiement de ses achats de pétrole iranien, et qui a donc affirmé sa volonté de reprendre ses achats suspendus deux mois plus tôt. Une reprise qui porte sur 650 000 barils par jour, correspondant à près d'un tiers des ventes quotidiennes de pétrole iranien.

De leur côté, les Russes ont annoncé qu'ils seront partenaires de l'INSTEX, bien qu'ils aient déjà monté des sociétés offshore, protégées par un décret présidentiel contre les sanctions, pour acheter puis revendre du pétrole iranien à titre de contribution à la protection de l'accord [vu qu'ils ne sont pas acheteurs ; Ndt].

La Russie, la Chine et l'Iran, lesquels sont allés dans la confrontation jusqu'au bord du précipice, ont donc réussi à amener l'Europe à reconnaître qu'il est de son intérêt que l'accord se maintienne car, dans le cas contraire, Washington n'offre pas d'alternative et ne dispose pas de feuille de route susceptible d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire ; ce que Washington ne conteste pas.

Autrement dit, le non maintien de l'accord signifie pousser l'Iran à faire le nécessaire afin de s'installer sur le siège des détenteurs d'armes nucléaires, même s'il ne procède pas à leur fabrication se contentant d'atteindre le niveau nécessaire en la matière. Cela signifie aussi, pousser le marché financier à s'enflammer sans posséder de recette pour éteindre l'incendie.

En revanche, du fait que l'Europe offre la plate-forme de l'INSTEX, l'important n'est plus le volume des transactions européennes, l'important est que l'Europe y soit présente, vu que tout ce que les entreprises européennes hésiteront à vendre à l'Iran, la Chine lui vendra l'équivalent de sa propre production.

Une victoire russo-sino-iranienne qui apparaîtra plus nettement dans les prochains jours, lorsque les ministres des Affaires étrangères se rencontreront à Vienne et mettront les points sur les « i » quant au sauvetage effectif de l'accord sur le nucléaire iranien, conformément à la déclaration du vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Sergei Ryabkov.

Nasser Kandil

29/06/2019

Source : Al-Binaa

<http://www.al-binaa.com/archives/article/214981>

Traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1] [[Le mécanisme INSTEX visant à contourner les sanctions US contre l'Iran est désormais opérationnel](#)]

[2] [[L'INSTEX: le nouvel instrument européen pour maintenir les transactions commerciales avec l'Iran](#)]

Nasser Kandil est un homme politique libanais, ex-député et rédacteur en chef du quotidien *Al-Binaa*

La source originale de cet article est al-binaa.com

Copyright © [Nasser Kandil](#), al-binaa.com, 2019

Articles Par : [Nasser Kandil](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca